

PASCAL CHAIGNEAU

*Un mode d'orientation socialiste  
à la périphérie du système :  
le cas singulier de Madagascar*

La Grande Ile, après douze années d'anticommunisme militant (1960-1972) et une phase transitoire particulièrement trouble (1972-1975), devait connaître, sous le leadership du capitaine de frégate Didier Ratsiraka, l'avènement de la « République démocratique de Madagascar » conceptuellement prônée comme « résolument socialiste ».

Afin de préciser les nuances et les conséquences d'un tel choix, il convient, dès lors, de s'interroger, dans un premier temps, sur les phénomènes permettant de classer aujourd'hui Madagascar dans la catégorie des États à orientation socialiste et, dans un second temps, sur la pérennité du système et les freins à une irréversibilité de la présence soviétique.

Le système communiste mondial pouvant être divisé (1) en « Partis-Etats socialistes » formant la « Communauté des États socialistes » ; en partis constituant le « Mouvement communiste international » et en « États à orientation socialiste », phase intermédiaire dont le débouché devrait être un Parti-Etat, deux types d'approches permettent d'intégrer Madagascar dans cette dernière catégorie, situant ainsi le pays à la périphérie du système communiste mondial : la teneur des options opérées par les décideurs politiques et les éléments d'une présence et d'une influence soviétiques.

Au stade des choix politiques, trois plans essentiels concourent à l'accréditation d'un socialisme malgache plus marxisant que spécifique : les déterminants d'une idéologisation de fond ; les mesures

(1) Cf. La typologie établie par Annie KRIEGEL, in *Les dimensions de l'expansionnisme soviétique*, communication en date du 6 janvier 1982 au colloque EHESS-IFRI sur les « Formes de l'expansionnisme communiste ».

économiques entreprises et les données conditionnant la politique étrangère du pays.

Ainsi, malgré les multiples références à l'authenticité et à la spécificité, le support idéologico-doctrinal du régime, la « Charte de la révolution socialiste Malagasy » (également appelée « Boky Mena » ou Petit Livre rouge) apparaît comme un *melting pot* idéologique dont la véritable originalité est de faire se côtoyer principes traditionnels du marxisme-léninisme, emprunts à la doctrine chinoise (en matière de développement agricole) et legs du kimilsunisme (théorie des trois révolutions, notamment), le tout dans un souci de référence adéquate au terrain sociétal du pays.

De même, sur le plan institutionnel, alors que la Constitution malgache du 29 avril 1959 témoignait d'une très large référence au modèle français d'octobre 1958 (abstraction faite d'un choix monocamériste), c'est davantage vers la structure algérienne et la Constitution soviétique de 1977 qu'il convient de se tourner pour appréhender le mécanisme fonctionnel de la constitution malgache du 31 décembre 1975. En effet, la philosophie juridique du constituant est particulièrement nette en matière de renforcement étatique et d'introduction d'une distinction pouvoir d'Etat - administration d'Etat ; la seule déviation majeure par rapport à la conception socialiste classique se présentant, en l'occurrence, comme un présidentialisme offrant au chef de l'Etat les prérogatives confiées en Union soviétique au *praesidium* du soviet suprême.

Dans la même voie, sur le plan économique, on notera, également, que le pays s'est doté de l'ensemble des mesures caractérisant les Etats socialistes de type classique, à savoir : nationalisation des secteurs clés, planification centralisée avec création d'un ministère à cet effet et établissement de « chartes » devant, théoriquement, amener l'économie nationale, à horizon 2 000, à n'être plus régie que par des « entreprises socialistes », des fermes d'Etat et des « coopératives socialistes » dont le type final s'apparente directement au modèle *kolkhozien* (2).

Enfin, outre les déterminants idéologiques et les données économiques, les options en matière de politique étrangère confortent l'image d'un alignement — au moins partiel — sur l'est en marge d'un discours politique prônant officiellement le « tousazimutisme ».

Ainsi, les dirigeants malgaches ont-ils rejoint le « camp progressiste » de l'OUA, soutenu l'OLP et la Polisario et apporté leur

(2) Charte des Coopératives socialistes de production, *JORDM* du 16 juillet 1977 ; Charte des Entreprises socialistes, *JORDM* du 1<sup>er</sup> mai 1978.

concours actif à des mouvements aussi nettement engagés que l'« Afrique militante » (3), les « pays progressistes d'Afrique » et le « Conseil mondial pour la Paix » (4). En outre, la matérialisation la plus évidente de l'influence nord-coréenne sur les penseurs politiques malgaches se traduisait par la réunion à Antananarivo, les 29 et 30 septembre 1976, du troisième séminaire international sur les idées du Djoutche (Kim il Sung). Dans le même temps, la Conférence des Non-alignés de La Havane, en 1979, permettait de situer la Grande île dans le bloc se rangeant sur les thèses soviéto-cubaines et l'année 1980 consacrait une intense activité diplomatique dans la voie d'un « océan Indien zone de paix » (5).

Enfin, dans le test du vote onusien sur l'Afghanistan, Madagascar s'alignait clairement sur la position soviétique.

Par ailleurs, les éléments clés d'une présence et d'une influence soviéto-coréennes dans le pays permettent aujourd'hui à l'observateur de classer Madagascar dans la périphérie du système communiste international.

Afin d'aborder cette problématique, trois approches majeures doivent être retenues : l'aspect militaro-stratégique ; l'utilisation de « relais » visant au contrôle de l'appareil d'Etat et de l'Institution militaire, et les soutiens partisans internes.

A cet égard, si les relations diplomatiques soviéto-malgaches établies le 29 septembre 1972 ne se sont guère traduites, économiquement parlant, que dans le secteur minier (en dépit de l'établissement, en 1979, d'une Commission mixte de Coopération), il en va tout autrement, depuis 1977, dans le domaine militaire. Ainsi, à l'heure où l'on écrit ces lignes et en marge des dotations de l'armée de terre et du régiment du train, l'armée de l'air malgache se compose-t-elle de 8 « MIG 17 », 13 « MIG 21 », 6 « MIG 23 » et d'un avion de transport « YAK 40 », respectivement fournis par la République démocratique de Corée et l'Union soviétique et toujours pilotés et entretenus

(3) On rappellera que « L'Afrique militante » incarne le « bloc dur » de ce continent et compte aujourd'hui, parmi ses membres, la plupart des Etats à orientation socialiste tels l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Congo-Brazzaville et le Mozambique. Très rapidement, Madagascar est apparu comme l'un des fers de lance du mouvement et, depuis le 8 juillet 1976, Antananarivo sert de siège à l'Organisation.

(4) Les conférences de ces deux mouvements s'étant tenues dans la capitale malgache respectivement du 17 au 19 mai 1978 et du 23 au 27 janvier 1981.

(5) Sur la problématique d'une activité diplomatique malgache pouvant, en l'occurrence, favoriser une tactique soviétique tendant, notamment, à l'inclusion du Golfe dans la zone océanique indienne, cf. entre autres : A. LADOJSKI, La lutte de l'URSS pour la transformation de l'océan Indien en zone de paix, *La Vie internationale*, août 1981 ; amiral LONG, in *International Herald Tribune* du 21 avril 1981, pp. 1 et 2.

par des personnels militaires détachés de Pyongyang et, marginalement, de Hanoï.

De plus, la fourniture de tels matériels étant presque toujours liée par l'URSS à des conditions sous-jacentes, la livraison des avions de types « MIG » 21 et 23 s'est accompagnée d'un autre don à caractère obligatoire : celui de trois radars destinés à couvrir le canal de Mozambique et le sud-ouest de l'océan Indien.

Ainsi, l'Union soviétique est-elle, désormais, en mesure, à partir du gigantesque porte-avions naturel que constitue Madagascar, de mener, le cas échéant, une action d'envergure à l'égard de l'Afrique du Sud, problématique fondamentale quand on sait que l'enjeu sud-africain (avec la situation namibienne, notamment) est appelé à devenir l'axe préférentiel de la politique de l'URSS sur ce continent.

En effet, si la base maritime de Diégo-Suarez n'est pas encore contrôlée par les Soviétiques (6), c'est fondamentalement en termes de bases aériennes qu'il s'agit d'appréhender le problème de la zone. Or, sur ce point, les Soviétiques disposent d'ores et déjà, en marge des stations radars auxquelles on a fait allusion, de l'aéroport d'Ivato et de l'ancienne base NASA d'Arivonimamo leur offrant les moyens d'un pont aérien de première importance dans cette partie occidentale de la zone océanique indienne par où transitent, *via* la route du Cap, près des deux tiers de l'approvisionnement pétrolier de l'Europe de l'Ouest.

Parallèlement, depuis ces cinq dernières années, on assiste aux prémices d'un double foyer de contrôle de l'Institution militaire et des services de sécurité où se côtoient militaires et « coopérants techniques » soviétiques (une centaine) et « relais » vietnamiens et nord-coréens (environ 400) (7). En ce sens, outre l'encadrement de l'armée proprement dite, la DGID, organe essentiel de l'appareil d'Etat, chargée des investigations, de la sécurité et du renseignement est, désormais, noyauté par des ressortissants nord-coréens ayant ainsi établi leur présence au niveau des rouages les plus stratégiques de la mécanique interne du pouvoir.

Enfin, l'URSS est en mesure, au sein des forces politiques malgaches, de s'appuyer, dans son processus d'implantation, sur une formation

(6) Le gouvernement malgache ayant, jusqu'à présent, exprimé une fin de non-recevoir aux avances soviétiques en la matière, compte tenu d'une opinion internationale (et interne) sensibilisée sur ce point.

(7) La Corée du Nord s'analysant ici comme un « contributeur spécialisé » aux termes du dernier des trois critères définis par Annie Kriegel pour analyser l'originalité relative des Etats membres du système communiste mondial : 1) la conformité au double modèle soviétique ; 2) la conformité en politique étrangère ; 3) la participation générale ou spécialisée au fonctionnement du système communiste.

partisane non négligeable : l'AKFM (8). Parti de cadre représentatif de la bourgeoisie tananarivienne, cette organisation dirigée par des protestants dans une voie peu conforme à l'analyse webérienne, fidèle depuis vingt-trois ans aux principes du marxisme-léninisme et intrinsèquement pro-soviétique, apparaît comme le noyau politique sur lequel tente de miser l'URSS. Concrètement, ce parti dispose pour infléchir la politique malgache en faveur du « pays frère » d'atouts allant de la pénétration des rouages étatiques et de l'influence des décideurs politiques (9) à la direction d'associations participant au mouvement communiste mondial en passant par la formation des cerveaux, tant par l'allocation de bourses à destination de l'Université Patrice-Lumumba de Moscou (900 étudiants malgaches y sont actuellement formés) que par le contrôle (grâce à l'entremise du président du parti, le pasteur Richard Andria-Manjato) du collège protestant d'Antananarivo (10). Dans cette optique, l'AKFM se présente comme l'atout et le lieu privilégiés de la pénétration politique et intellectuelle des thèses soviétiques à Madagascar.

Toutefois, si les éléments précédemment explicités permettent de classer typologiquement Madagascar, au plan optionnel et en termes de degré d'influence, dans la catégorie des Etats à orientation socialiste agissant à la périphérie du système, il convient d'aborder présentement les freins à une irréversibilité de la ligne actuellement suivie.

Sous cet angle, deux catégories de déterminants en interaction, socio-politiques et économiques, semblent devoir agir.

Sous l'angle des données socio-politiques, se posent successivement le problème d'un terrain sociétal non récepteur, l'existence d'un tissu pluri-partisan complexe et l'inefficacité de l'ossature structurelle du régime.

Dans cette optique, imprégnée d'un nationalisme insulaire attesté par la richesse de son histoire, la population malgache, fière de sa spécificité (renforcée par un véhicule linguistique unique) et pour qui le concept d'Indépendance nationale revêt une connotation puissante, ne constitue certes pas le terrain le plus propice à une présence soviéto-coréo-vietnamienne sur son sol, comme le prouvent maints tracts émanant des milieux universitaires de la capitale.

Cependant, c'est au niveau des partis et des formations politiques

(8) Parti du Congrès de l'Indépendance fondé le 10 novembre 1958.

(9) L'AKFM est au nombre des sept formations membres du « Front national pour la Défense de la Révolution » contribuant collégialement au « soutien » du régime.

(10) Collège FJKM (Fédération des Eglises protestantes de Madagascar).

que les principales carences se font jour. Ainsi, si l'on admet que c'est à partir d'un Parti communiste ou d'un parti unique structuré sur le principe fonctionnel du « centralisme démocratique » que s'établissent les modalités matérialisatrices d'un pouvoir socialisant et de sa pérennisation, Madagascar est loin de répondre à ce schéma.

En effet, d'abord conçue comme un oligopole mort-né d'une hypothétique fusion des partis préexistants, l'« Avant-Garde de la révolution malgache » (AREMA), formation présidentielle, connaît aujourd'hui une scission évidente s'analysant elle-même en une série de regroupements et de réseaux. *Catch all party*, l'AREMA, derrière la vision simpliste d'un parti ultra-dominant, porte les stigmates d'une carence idéologique quasi absolue de la part de ses cadres, d'une faiblesse profonde sur le plan organisationnel et de clivages amenant à analyser une fraction entière du parti (l'AREMA de Tananarive dite « isoraka » ou de « droite ») comme virtuellement antagoniste à la tendance réunie sous l'égide du Président de la République (11).

De plus, l'instauration d'un monisme partisan se heurte, dans le cas malgache, à une tradition pluripartiste puisant ses sources à la veille de la seconde guerre mondiale, voire pour certains aspects, aux années 1910-1915. Ainsi s'explique, le provisoire devenant définitif, l'actuelle survivance d'un « Front » où se côtoient sept formations d'éthiques et de philosophies politiques fort diverses et toutes traversées, si l'on fait abstraction de l'AKFM et de certains éléments de l'AREMA présidentielle, par des degrés variables d'anticommunisme, d'antisoviétisme ou de nationalisme autocentré, l'adoption théorique de l'idéologie en vigueur n'étant appréhensible que comme une condition *sine qua non* de survie.

De même, l'armée a largement dépassé, pour sa part, le stade purement corporatiste et s'analyse, désormais, en termes de « partis militaires » au sein desquels le leadership demeure monopolisé par des éléments formés en France antérieurement à 1972 et d'autant moins soviétophiles que l'introduction de membres étrangers au sein d'une institution militaire dont dépend, dans une large mesure, la survie du Régime a suscité des réactions de rejet parfois mal dissimulées.

Face à cette situation consubstantielle au tissu politique, la pénétration réelle du socialisme se complique encore par le fait que

(11) Guidée par le ministre des finances, M. Rakotovao-Razakaboana, cette « AREMA oppositionnelle » laisse, en outre, transparaître les phénomènes de blocages existant au sein même de l'appareil d'Etat parallèlement aux rivalités tactiques et doctrinales que l'on pourra percevoir en précisant qu'en dépit des directives émanant de la Présidence, M. Razakaboana devait refuser, lors de son voyage à Moscou en 1980, de signer l'Accord militaire soviéto-malgache.

l'ossature fonctionnelle et administrative de l'instauration du système : le « Fokonolona socialiste », adaptation d'une institution socio-anthropologique ancestrale aux besoins d'une orientation idéologique connaît une faillite sapant les bases mêmes de l'interventionnisme étatique. En effet, prônées comme le fer de lance du socialisme malgache, les « collectivités décentralisées » se sont trouvées vidées, dans la pratique, de leur substance conceptuelle au point que l'on s'interroge aujourd'hui sur l'aptitude concrète de l'Etat à embrayer sur les populations (12).

Enfin, outre les données socio-politiques, les vicissitudes économiques actuelles du pays (moins d'un jour de réserve en devises au 1<sup>er</sup> janvier 1982), l'échec global du système de production (les mêmes options produisant les mêmes effets quelles que soient les latitudes), la pénurie quasi totale des centres urbains pour les produits de première nécessité, le développement de l'inflation et l'effondrement de la production agricole nécessitant jusqu'au rationnement du riz, aliment de base de la population, amènent l'opinion publique à s'interroger sur le bien-fondé d'une doctrine véhiculée par le discours politique comme devant réaliser le bonheur et s'analysant, au niveau du vécu, comme produisant l'effet diamétralement opposé.

Parallèlement à ce phénomène de saturation de la société globale, le rôle croissant de la France dans la survie économique du pays et le développement d'un climat de tension et de crise larvée permanentes commencent à susciter, de la part d'une bourgeoisie pourtant choyée par le régime, la question de la valeur objective de l'orientation choisie et de l'inadéquation possible d'une voie évolutive socialisante aux réalités socio-culturelles malgaches.

Face à ces multiples problèmes et en l'absence de résultats internes opératoires, la politique étrangère « progressiste » de la République Démocratique de Madagascar doit être, avant tout, perçue comme un alibi visant à faire accréditer l'image d'une envergure externe afin de mieux masquer une faillite intestinale.

Il convient alors de constater que le prix de l'idéologie s'est traduit par des concessions militaro-stratégiques de première importance confortant la présence soviétique dans une zone aussi vitale que la partie occidentale de l'océan Indien.

Malgré tout, et contrairement au Congo, Madagascar ne réunit aujourd'hui aucune des conditions profondes permettant le passage de l'orientation socialiste au « Parti-Etat » socialiste. De même, le seuil

(12) Il est peu probable que les élections aux différents échelons des collectivités décentralisées puissent avoir lieu, comme prévu, en 1982.

d'irréversibilité n'est nullement atteint et il est significatif de noter qu'aucune relève politique valablement formée n'a encore été assurée (13). Dès lors, si le régime actuel venait à connaître les malheurs de l'Histoire, il est important de souligner que l'Union soviétique ne dispose point encore de « solution de rechange », l'AKFM elle-même, du fait de sa coloration ethnique « Merina », ne semblant guère prédisposée à pouvoir assumer les rôles de l'appareil d'Etat. Enfin, l'Institution militaire, dernier recours en cas de crise ouverte et s'étant déjà à deux reprises trouvée confrontée à l'exercice du pouvoir n'est, actuellement, dans ses tendances les plus représentatives, nullement favorable ni à l'idéologisation du politique, ni à l'établissement de liens privilégiés situant Madagascar dans la périphérie du système communiste mondial.

Toutefois, convient-il de reconnaître les difficultés d'une analyse prospective et de différencier, en la matière, le possible du probable (14) dans un contexte stratégique global amenant l'URSS à accorder un intérêt croissant à la Grande Ile comme en témoigne, suite au voyage du président Ratsiraka à Moscou en septembre 1981, la réception à Antananarivo, en novembre dernier, d'une délégation soviétique conduite par le Premier secrétaire du Parti communiste d'Uzbekistan (15).

(13) Contrairement à ce qu'il en est à Brazzaville, du fait de la reproduction du noyau dirigeant par le truchement de l' « Ecole centrale du Parti congolais du Travail ».

(14) Approche méthodologique empruntée à M. le Pr Jacques Vernant.

(15) La tentative de coup d'Etat révélée par les autorités le 24 janvier 1982 (essentiellement fondée sur les clivages de l'Institution militaire) et le remaniement gouvernemental opéré par le président Ratsiraka depuis la rédaction de cet article confirment les analyses que l'on y a développées.

Loin de remettre en cause les fondements doctrinaux et comportementaux du régime, le troisième gouvernement de la RDM, instauré à la mi-janvier, traduit en fait, par une mutation des hommes le double souci du chef de l'Etat de marginaliser la faction « oppositionnelle » de l'AREMA et d'introduire dans l'appareil des éléments plus « disciplinés » ou plus favorables à ses options personnelles.

De plus, les phénomènes de rivalités et de luttes intestines caractérisant la physionomie profonde du régime ne sont nullement éradiqués dans la mesure où leur terrain d'expression et de formalisation demeure le « Conseil suprême de la Révolution » (où a été, désormais, intégré M. Rakotovo Razakaboana) et le Bureau politique du « Front national pour la Défense de la Révolution ».

La problématique est, dès lors, de constater que la récente tentative de putsch contribuera nécessairement à renforcer dans la voie de la radicalisation tant les autorités que les forces oppositionnelles (31 janvier 1982).